



APPEL A ARTICLES

Ethique de la recherche, Intégrité scientifique, Responsabilité sociale

Depuis quelques années, la France connaît une prolifération de réglementations, lois, arrêtés, décrets, chartes, codes visant à encadrer la recherche scientifique à trois niveaux complémentaires : la déontologie des métiers de la recherche, l'intégrité scientifique et l'éthique de la recherche. Le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, la conférence des présidents d'université, les instituts de recherche, les universités ont lancé de multiples actions pour aligner la recherche française sur les critères européens et internationaux désormais exigés par les éditeurs et journaux scientifiques, ainsi que par les agences de financement. Cette tardive accélération française s'explique non seulement par les injonctions de l'Union Européenne, des éditeurs scientifiques et des agences de financements, mais aussi par l'apparition de plusieurs cas de manquement grave à l'intégrité scientifique de la part de chercheurs français. Diverses controverses ont également surgi autour de la globalisation et de la marchandisation de la connaissance, de la place de la science dans la démocratie et des valeurs qu'elle incarne – en particulier, sa neutralité, son objectivité et/ou son impartialité, versus les liens ou conflits d'intérêts.

Ces faits révèlent l'ampleur des perturbations que traverse la science en ce moment. Ils expriment les transformations rapides et profondes, que connaît la recherche scientifique à la fois dans ses modes d'organisation institutionnelle, ses pratiques et identités professionnelles, ses infrastructures et ses potentialités technoscientifiques – notamment les bio-cogno-nano-infosciences. Ces changements s'ajoutent à ceux que connaît le monde de la recherche depuis les années 1980 liés à la globalisation, le fonctionnement en mode de projet, les modes de financement, qui ont modifié la temporalité, les objectifs et les critères d'évaluation scientifiques. Ces transformations mettent les chercheurs.ses et les organismes de recherche dans des situations d'injonctions paradoxales et impactent profondément les métiers, les identités et les modèles professionnels. Bref, la recherche traverse une crise silencieuse, souvent vécue sous la forme d'un malaise par les acteurs/trices de la recherche et le besoin de renouveler le pacte de confiance envers la société. Cette situation induit de nombreuses initiatives institutionnelles, collectives et individuelles pour mettre en place des dispositifs en faveur de l'éthique de la recherche et de l'intégrité scientifique (2015 : Charte nationale de déontologie des métiers de la recherche, révisée en 2017 ; Avril 2016 : Code de la recherche ; Mai 2016 : Arrêté sur la formation doctorale et l'obligation d'une formation en éthique de la recherche et intégrité scientifique ; Juin 2016 : Rapport sur l'intégrité scientifique remis au Secrétaire d'état à l'enseignement supérieur et à la recherche et enseignement supérieur, Thierry Mandon, par Pierre Corvol ; mars 2017 : création de l'Office Français pour l'Intégrité scientifique).

Le dossier vise à interroger l'évolution récente de la recherche scientifique sous l'effet de l'institutionnalisation des questions d'éthique de la recherche, ainsi que de la mise en visibilité croissante des enjeux démocratiques de la gouvernance de la recherche. Si l'objectif assumé de ces multiples initiatives est de faire en sorte que les chercheur.es et, plus généralement, les acteur/trices de la science, au niveau individuel, collectif ou institutionnel,

assument les enjeux éthiques associés aux manières de produire de la connaissance et s'engagent à expliciter et garantir les valeurs essentielles de la science dans une démocratie pluraliste et un monde globalisé, le dossier vise à introduire un recul analytique sur les transformations des pratiques, des métiers, des valeurs, des organisations et des infrastructures matérielles du monde académique liées à ces diverses initiatives. Les contributions attendues s'inscriront dans un questionnement large sur la réflexivité des scientifiques vis-à-vis de leurs pratiques, les formes d'institutionnalisation des enjeux éthiques et leurs effets à différents niveaux sur les activités de production de connaissances. Les articles pourront notamment aborder trois niveaux de questionnements :

1/ Approche socio-historique de l'institutionnalisation des enjeux éthiques. Quelles nouvelles procédures (lois, chartes, comités, expertises, certifications, etc.) et fonctions de régulation (Référénts en déontologie, intégrité scientifique, développement durable, racisme et antisémitisme, bien-être animal, etc.) sont mises en place ? Comment, par qui, et dans quels contextes institutionnels, organisationnels et épistémiques ces procédures et fonctions sont-elles pensées, négociées et débattues ? Quelles controverses entourent leur conception ? Comment évoluent les représentations et les critères de la « bonne » science ? Comment replacer la prolifération récente d'actions et de déclarations en un temps très restreint dans l'histoire plus longue des préoccupations et des procédures de régulation et de gouvernance des métiers de la recherche ? Comment les choix français s'inscrivent-ils dans le contexte européen et international ? La recherche est-elle en mesure d'assumer la responsabilité de la garantie des critères et valeurs en jeu, et de quelle manière peut-elle l'assumer ?

2/ Effets des nouvelles procédures éthiques. Sur quelles infrastructures sociales, organisationnelles et matérielles l'indépendance des organisations et procédures éthiques s'arrime-t-elle (codes de bonnes pratiques, dispositifs de notations et d'évaluations, suivi des temps de travail, bases de données et statistiques...) ? Comment les nouvelles procédures et fonctions liées à l'éthique sont-elles reçues dans les laboratoires et les communautés de recherche ? Quels sont leurs effets sur les pratiques de production des savoirs, sur les communautés et leurs modes de fonctionnement, enfin sur les identités professionnelles des chercheurs ? Ces procédures garantissent-elles mieux ou suffisamment les valeurs jugées essentielles de la science comme la recherche de vérité, l'objectivité ou l'impartialité ? Qui et de quelle manière définit ce que devrait être la « bonne » science ? Comment les acteurs négocient-ils l'éthique dans leurs pratiques concrètes de recherche (au sein des équipes, dans le montage des projets, dans la publication d'articles, dans la gestion d'affaires mettant en cause des pratiques non éthiques) ?

3/ Stratégies d'acteurs et enjeux de pouvoir. Quel est le profil des individus qui prennent en charge ces enjeux éthiques au sein des institutions et des politiques de la recherche (discipline, statut, parcours de recherche...) et comment comprendre les phénomènes de démission, d'évitement et de dénégation ? Dans quelle mesure les procédures et acteurs institutionnels dédiés à l'éthique, la déontologie ou l'intégrité scientifique servent-ils ou façonnent-ils certains intérêts et groupes d'acteurs en place, risquant de servir de caution morale sans conduire à des modifications en profondeur des métiers et pratiques de la recherche ?

Sont attendues des contributions théoriques fondées dans un sérieux état de la littérature et/ou dans une solide étude empirique. Les articles pourront s'ancrer dans l'analyse d'une diversité de champs et secteurs scientifiques (génomique, intelligence artificielle par exemple) et pourront également interroger le statut et le rôle particuliers des sciences humaines et sociales dans la transformation actuelle du monde de la recherche en lien avec les questions éthiques. Les propositions de **résumés** étendus d'articles (entre 600 et 900 mots) seront envoyées **avant le 30 novembre 2017** à Julie Henry, et Sarah Carvallo.

Les **articles** seront soumis en ligne sur le site de la *Revue d'Anthropologie des Connaissances* **avant le 23 mars 2018**. Le numéro devrait paraître en mars 2019.

Julie Henry julie.henry@ens-lyon.fr

Sarah Carvallo Sarah.Carvallo@ec-lyon.fr

Références

(Outre les rapports et documents de référence, du type : H2020. Ethics : code of conduct, *Pratiquer une recherche intègre et responsable* COMETS CNRS, Rapport sur l'intégrité scientifique P. Corvol, Les sciences participatives en France, F. Houllier, Règlementations sur l'utilisation d'échantillons biologiques humains destinés à la recherche ; Règlementations sur la manipulation des Organismes Génétiquement modifiés en milieu confiné ; Charte nationale d'éthique de l'expérimentation animale, etc.)

Anderson, Melissa, S., Ronning, Emily A., de Vries, Raymond, Martinson, Brian C., « Extending the Mertonian norms : Scientists' Subscription to Norms of research », *The journal of higher education*, 81/3, 2010, 366-393.

Broad, William, and Nicholas Wade. *Betrayers of the Truth. Fraud and Deceit in the Hall of Science*. New York: Simon & Schuster, 1982. (*La Souris Truquée, Enquête Sur La Fraude Scientifique*. Paris: Seuil, 1987).

Coutellec, Léo, *La science au pluriel. Essai d'épistémologie pour des sciences impliquées ?* Versailles, Quae, 2015.

Kitcher, Philip, *Science, truth and democracy*, Oxford studies in Philosophy of science, 2001.

Lacey, Hugh, *Is science value free?* London, Routledge, 1999.

Martinson, Brian C., Anderson, Melissa, S., de Vries, « Scientists behaving badly », *Nature* 2005, 435(7043), p. 737-8.

Merton, Robert K., « A note on science and democracy », *Journal of legal and political sociology*, 1, 115-126.

Merton, Robert K., *The sociology of Science. Theoretical and empirical investigations*, Chicago, University Press of Chicago, 1973.

Mitroff, Ian I., « Norms and counter-norms in a select group of the Apollo Moon Scientists : A case study of the ambivalence of scientists », *American Sociological Review*, 1974, 39/4, p. 579-595.

Nussbaum, Martha, *Not for profit. Why democracy needs humanities?* Princeton, Princeton University Press, 2010.

Rosenzweig, Robert M., « Research as Intellectual Property : Influences within the University », *Science, Technology and Human Values* 10, p. 41-42, 1985.

Sandel, Michael J., *What money can't buy: The moral limits of market*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2012.

Wiener, Jon, *Historians in trouble : Plagiarism, Fraud, and Politics in the Ivory Tower*. NY, The New Press, 2005.